

Les dessous cachés du projet économique du FN

Comment définir le programme économique du Front national et quelles sont ses principales mesures ? En quoi a-t-il évolué au cours des dernières années ? La rencontre organisée le 8 novembre dernier, à Paris, par l'Observatoire des radicalités politiques, en partenariat avec la Délégation socialiste française au Parlement européen, a permis de lever un voile sur le sujet. Le tout, en présence de Pervenche Bérès, députée européenne et présidente de la délégation socialiste au Parlement européen, Sandrine Duchêne, ex-conseillère du président de la République, et Dominique Meurs, économiste, chercheuse associée à l'Ined et professeure à l'université Paris Ouest Nanterre-La Défense (EconomiX).

Apparences trompeuses. *Le FN est un parti de tradition libérale, qui a longtemps refusé l'intervention de l'Etat et le rôle des services publics, en vantant les vertus des assurances privées pour refonder le système de santé et de retraites.*

S'il faudra patienter encore quelques semaines pour connaître les propositions économiques du FN, le « préprogramme » concocté par « CAP éco », une structure interne pilotée par Bernard Monod, l'un des économistes du parti, nous livre quelques pistes précieuses, peu différentes, au fond, des propositions qui prévalaient en 2012. Comment qualifier un projet qui promet à la fois la défense des PME, artisans et commerçants, en sus d'une revalorisation importante du Smic ? Un texte qui mise sur des baisses d'impôt et une augmentation brutale des dépenses publiques ? Qui prévoit d'assouplir le droit du travail et les 35 heures que les accords de branches pourraient faire passer à « 39 heures payées 39 ? » Qui planifie également une taxe sur les importations, destinée à financer une hausse de 200 € des salaires inférieurs à 1,4 Smic ? Une taxe qui resterait cependant temporaire.

Il n'est pas inutile de rappeler que le FN est un parti de tradition libérale, qui a longtemps refusé

l'intervention de l'Etat et le rôle des services publics, en vantant les vertus des assurances privées pour refonder le système de santé et de retraites. La patronne du parti et son mentor, Florian Philippot, pour des raisons électorales, ont choisi, cependant, de réorienter leur discours, en tablant sur l'interventionnisme étatique, en insistant sur l'importance de la question sociale.

À y regarder de plus près, ces deux là ont opté, toutefois, essentiellement pour un changement de discours, et non d'orientation. Les propositions concrètes restent, de ce point de vue, des plus floues et leurs conséquences désastreuses pour l'économie française. N'en demeure pas moins que ce parti chasse, à présent, sur les terres de la gauche.

Pour défendre, pèle mèle, les services, les fonctionnaires, les retraités, les exploitants agricoles, les chefs d'entreprises des TPE, les artisans, les commerçants, le Front national ne jure plus désormais que par le « patriotisme économique ». À charge, pour l'Etat, de répondre au « diktat » des marchés et de

l'Union européenne.

Ce « patriotisme » est la règle, avec, pour principales armes, la sortie de l'euro et des politiques d'austérité. Et, pour corollaire, le principe de « préférence nationale », au nom d'une logique de fermeture des frontières et de la lutte contre l'immigration. En ligne de mire, la politique de libre-échange, qui ne fait in fine que des perdants. Le repli est la norme, en réaction à la mobilité sociale. Les victimes sont clairement désignées - classes populaires et moyennes, retraités, fonctionnaires, salariés des PME-PMI, déclassés -, en opposition aux élites financières et au modèle allemand, auxquels le mouvement frontiste oppose une dévaluation prétendument compétitive, la renégociation des traités et la res-

tauration de la Banque de France, comme émettrice de monnaie... « *L'argent des français doit rester en France* », stipule le programme. « *Ce discours est la matrice des 24 eurodéputés frontistes qui siègent au Parlement européen* », confie Pervenche Bérès. Au fil du temps, l'institution est devenue une véritable base arrière pour le parti d'extrême droite qui y puise expertises et moyens. « *Il y bénéficie d'une réelle visibilité et de passerelles auprès des partis populistes les plus radicaux, en Hongrie ou en Pologne.* »

Une politique ruineuse !

Mais, la mesure la plus emblématique demeure sans nul doute la sortie de l'euro qui figure au cœur du projet frontiste. Avec une période de renégociation de six mois, étant entendu que, si elle était jugée infructueuse, l'idée d'un référendum pour ou contre le maintien dans l'euro serait acté.

La question n'en a pas moins été posée dans les débats internes où des positions différentes s'affrontent. Faut-il sortir de la monnaie unique, au risque de se mettre à dos tout ou partie des retraités ? Sous quelles conditions ? Sur ce point, la réponse est sans équivoque et la proposition d'un retour au franc, tout en conservant une monnaie commune à l'échelle européenne, a été imposée par Marine Le Pen. À charge, pour Philippot et les stratèges du FN, de convaincre les retraités, particulièrement réservés vis-à-vis du sérieux économique de l'extrême droite, qu'une sortie de l'euro ne remettra pas en cause la politique de très bas taux d'intérêt, notamment pour tout ce qui relève des emprunts sur les marchés financiers, pour le refinancement de la dette. Or, des taux élevés, ce sont des points de croissance en moins, et surtout des marges budgétaires et sociales en berne.

« *Le « nouveau franc » plongeant immédiatement de 20 à 30 % face aux autres monnaies*

dans le meilleur des cas, qui cela avantagera-t-il ?, s'interroge Olivier Pastré, professeur d'économie à l'Université Paris VIII (*Le Monde*, 25 octobre 2016). *Cela fera le bonheur de quelques patrons grands exportateurs et celui du CAC 40, mais ruinera définitivement toutes les PME qui vivent en consommant des produits importés, donc plus chers - notamment l'énergie -, et qui ne pourront plus investir à l'étranger.* » Sans parler de l'impossibilité, pour le pays, d'emprunter durablement sur les marchés financiers, de l'explosion de la dette, qui devra être remboursée en euros avec des francs dévalués et de

la mise en péril des banques françaises qui empruntent en euros et « *ne pourront éviter la faillite qu'en répercutant l'envolée du coût de leur financement sur les PME et sur les citoyens, dont Marine Le Pen prétend défendre les intérêts* », ajoute l'intéressée. Ce qui laisse présager une fuite des capitaux, qui ne fera qu'accroître la baisse du franc.

« *Une dévaluation aurait des effets catastrophiques, renchérit Pervenche Bérès. Faute de souveraineté monétaire européenne, l'Union serait en danger. Mais l'essentiel est ailleurs : la France se trouverait totale-*

ment démunie face à la Chine et d'autres grandes puissances. »

Ajoutons que l'euro a permis de stabiliser l'inflation autour de 2 % l'an, depuis 2001, contre 10 % dans les années 1980, même si certaines pratiques dans la grande distribution et le petit commerce ont conduit à une hausse des prix. Et que la présence de la monnaie unique permet aux particuliers et aux entreprises de bénéficier de taux d'intérêt peu élevés, tout en facilitant le recours au crédit pour les PME-TPE et en réduisant le coût de la dette.

« *Nous sommes dans l'économie fiction, au nom du rejet de l'Europe, des politiques d'austérité et de tout ce qui passe par des réglementations qui semblent lointaines et désincarnées,*

Ce « patriotisme » est la règle, avec, pour principales armes, la sortie de l'euro et des politiques d'austérité. Et, pour corollaire, le principe de « préférence nationale », au nom d'une logique de fermeture des frontières et de la lutte contre l'immigration. En ligne de mire, la politique de libre-échange, qui ne fait in fine que des perdants. Le repli est la norme, en réaction à la mobilité sociale.

note Dominique Meurs. Le retour à la Banque de France, avec, à la clé le recours à des recettes éculées : fermeture des frontières, arrêt de la libre-circulation des capitaux, taux de change flottant. « *Comment rompre les conventions passées, quid de la dette extérieure libellée en euros, qui ne fera que s'amplifier avec la dépréciation du franc par rapport à l'euro ancien ?*, s'interroge l'économiste. *Tout cela est balayé d'un revers de la main. Sans compter que stopper les mouvements de capitaux de la sixième économie du monde relève de la gageure.* » Un grand saut dans le vide ! « *Le FN s'appuie sur l'indice perçu fondé sur une forte inflation, poursuit-elle. Or, nous sommes dans une phase de déflation. À moins qu'il n'anticipe la sortie de l'euro.* »

Un projet suicidaire et contradictoire. C'est peu dire qu'en dépit des apparences, artisans, commerçants, PME et classes moyennes ne sont pas au cœur des préoccupations du FN. Celui-ci propose un impôt plus progressif, incluant le patrimoine (ISF), l'augmentation de la tranche supérieure à 46 %, la redistribution du Crédit impôt recherche (CIR) aux PME. Mais, surtout, il entend renforcer les

droits de douane, instaurer des taxes sur les transactions financières et des taxations sur les délocalisations.

Pour les classes moyennes et modestes, l'application de ce projet, de fait, serait synonyme de hausses des prix importés et de la dette privée, en sus d'une augmentation substantielle des impôts et taxes.

En coupant la France de ses débouchés commerciaux, qu'il s'agisse de nos partenaires européens - deux-tiers de nos échanges - ou des pays émergents, l'application du projet de

En coupant la France de ses débouchés commerciaux, qu'il s'agisse de nos partenaires européens - deux-tiers de nos échanges - ou des pays émergents, l'application du projet de Marine Le Pen grèverait durablement la croissance économique, et donc l'emploi. Compte tenu de l'ampleur du déficit extérieur, les solutions qu'elle préconise aggraveraient immédiatement la contrainte extérieure pesant sur le pays.

Marine Le Pen grèverait durablement la croissance économique, et donc l'emploi. Compte tenu de l'ampleur du déficit extérieur, les solutions qu'elle préconise aggraveraient immédiatement la contrainte extérieure pesant sur le pays.

Au-delà, ce programme est suicidaire, à en croire l'économiste Maël de Calan (*La vérité sur le programme du Front National*, Plon, 2016), qui assure que son application mènerait au « chaos » avec 1 515 milliards de dettes nouvelles en cinq ans, s'ajoutant aux 2 100 milliards existants. « *Le FN est à la fois « pour » les entreprises et « pour » les 35 heures, « pour » la baisse du coût du travail mais « pour » des hausses massives de salaires, « pour » et « contre » les hausses d'impôts, « pour » les grandes entreprises qu'il faut soutenir dans la mondialisation mais « contre » les grandes entreprises qui écrasent les petites en France, « pour » la concurrence qui fait baisser le prix d'achat des consommateurs mais « contre » la concurrence qui fait baisser le prix de vente des producteurs.* » Un fatras de contradictions et d'énormités, fait valoir l'auteur.

En matière économique, comme sur le plan social, le FN, pour tenter de parvenir au second tour du scrutin présidentiel, est donc condamné au grand écart permanent. Il est vrai qu'il lui faut préserver un électorat de nantis, plutôt situé dans le sud de la France, tout en fidélisant un électorat plus populaire, largement implanté au nord et à l'ouest de la Loire. En clair, opter pour des slogans tribuniciens, tout en ménageant un électorat installé et peu enclin aux solidarités élémentaires.

En matière économique, comme sur le plan social,

le FN, pour tenter de parvenir au second tour du scrutin présidentiel, est donc condamné au grand écart permanent. Il est vrai qu'il lui faut préserver un électorat de nantis, plutôt situé dans le sud de la France, tout en fidélisant un électorat plus populaire, largement implanté au nord et à l'ouest de la Loire. En clair, opter pour des slogans tribuniciens, tout en ménageant un électorat installé et peu enclin aux solidarités élémentaires.

Bruno Tranchant